

**L'hon. M. Lang:** C'est une leçon qu'apprennent facilement les partisans du NPD originaires de la Saskatchewan.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Yorkton-Melville soulève la question de privilège.

**M. Nystrom:** Monsieur l'Orateur, je soulève la question de privilège. Le ministre dit que je déforme les faits; je prétends que non. Le premier ministre a dit que nous devons tolérer un taux de chômage de 6 p. 100, et je dis que le ministre...

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Nous poursuivons un débat: il ne s'agit pas de défendre les privilèges. Les députés connaissent la différence entre les privilèges et le débat. Je ferai observer respectueusement au député que s'il veut poursuivre dans cette voie, je pourrai le lui permettre dans un moment, mais qu'il est inadmissible qu'il demande la parole pour défendre une prétendue question de privilège, alors qu'il veut simplement essayer de rectifier ce qu'il tient pour un exposé de faits. Le député aura peut-être l'occasion de traiter réglementairement de ce qu'il estime être une déclaration erronée.

**M. Nystrom:** Monsieur l'Orateur, je profite de la question de privilège que j'ai soulevée pour dire que le ministre nous prête des arrières-pensées. J'ai pris part au débat...

**M. l'Orateur:** Ce n'est pas là ce que j'entends par prêter des arrières-pensées. Je ne prétends pas que le député n'ait pas raison d'être mécontent des propos du ministre. C'est son droit, mais cela fait également partie du débat. Il aura sans doute l'occasion, plus tard, de rectifier lui-même ou par l'intermédiaire de l'un de ses collègues ce qui lui a semblé erroné.

**L'hon. M. Lang:** Monsieur l'Orateur, je comprends parfaitement que le député ne prise pas plus mes remarques que j'ai pris les siennes. Le problème sera résolu s'il veut bien cesser d'exposer incorrectement les points de vues et déclarations du gouvernement à ce sujet.

**Une voix:** Dites-nous ce qu'a dit le premier ministre.

**L'hon. M. Lang:** Tous les économistes comprennent à quel point il est difficile de réaliser un tel équilibre. Je tenais à prendre part au débat parce qu'on a dit, notamment, que l'instruction était inutile au pays ou que c'était une erreur d'assurer une meilleure instruction à notre jeunesse, comme le signalent la motion et le discours du député de Lotbinière.

**M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles):** Le ministre ne va-t-il pas traiter du chômage?

**L'hon. M. Lang:** Il importe au plus haut point de se rendre compte, comme bien d'autres gens au pays et moi-même, de l'importance de l'instruction, de la formation, du perfectionnement et de croire que tout cela aboutira à un meilleur emploi, de meilleures conditions de vie et une productivité plus élevée. Le député de Yorkton-Melville reconnaît la chose dans son sous-amendement. Il reconnaît les avantages de nos programmes de recyclage et de perfectionnement. Bien des députés ont

admis ces avantages dernièrement, en s'enquérant de la possibilité de nouveaux programmes. Compte tenu des nouvelles initiatives, nous allons dépenser trois millions de dollars pour les programmes de formation et de recyclage, soit une augmentation considérable par rapport à l'an dernier. Ce programme d'envergure est relativement récent au pays et il fait usage des importantes facilités déjà en place. Cela est le résultat d'un programme d'aide et de subventions du gouvernement fédéral qui a permis de mettre à la disposition des jeunes les moyens nécessaires à leur formation technique.

● (4.50 p.m.)

Dans le cadre des politiques financières et monétaires en vigueur au Canada, c'est en poursuivant notre aide à la formation des jeunes et en les incitant à acquérir un plus haut niveau d'éducation afin de pouvoir entreprendre les tâches qui leur permettront de contribuer plus largement et plus efficacement à la vie de leur pays que nous assumerons le mieux nos responsabilités. Nous poursuivrons donc ces programmes parce que nous avons confiance dans la solidité de notre économie et parce que nous sommes sûrs que le chômage, dont chacun regrette l'ampleur actuelle, ne manquera pas de reculer dès que nos politiques commenceront à porter leurs fruits.

On a souvent dit à la Chambre—et on l'a répété il n'y a pas si longtemps—que l'inflation pose un grave problème. L'inflation se fait sentir dans les prix, dans les bénéfices des sociétés et dans le niveau des revenus pour des domaines et pour des catégories donnés. Je sais que les néo-démocrates applaudiront si je déclare à la Chambre que je ne suis pas homme à reculer devant des politiques de contrôle des revenus et des prix qui s'imposeraient. Disons tout de suite que l'on doit reconnaître les difficultés que cette politique comporte. On voudrait normalement recourir à des politiques plutôt sélectives que générales dans ce domaine, car autrement il y aurait des difficultés. Il faudrait adopter cette ligne de conduite si elle s'impose du fait de l'échec d'autres mesures moins restrictives ou contraignantes ou moins susceptibles d'exercer une orientation dictatoriale sur l'économie, comme cela se produirait si des contrôles purs et simples étaient appliqués. C'est bien sur notre répugnance à accepter rapidement cette orientation dictatoriale qui nous fait encore hésiter plus que ne le feraient nos amis d'en face à appliquer des politiques de cet ordre.

Indubitablement, le gouvernement actuel espère que ses politiques d'expansion monétaire et fiscale, en même temps que l'acceptation graduelle par ceux qui exercent des pouvoirs de la nécessité de certaines restrictions, conduiront à la croissance requise dans notre pays. Nous espérons qu'une baisse du chômage en résultera. Dans l'économie florissante qui sera de nouveau la nôtre, il y aura pénurie, et non excédent, de main-d'œuvre ayant fait des études, acquis des compétences et reçu une formation.

Le député de Vegreville, dans un discours qui ne cadrait pas tout à fait avec certains des autres discours qui ont été prononcés, a exprimé de l'inquiétude au sujet de l'exode des personnes les plus spécialisées. Ses propos manquaient cependant de logique, car il a aussi blâmé le gouvernement d'accueillir dans notre pays des gens ayant reçu une formation plus poussée, détenant